



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/WP.8/SEM.26/2004/1  
13 août 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

GROUPE DE TRAVAIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE  
ET DE L'ENTREPRISE

Équipe de spécialistes du développement de l'entreprise via Internet

**Séminaire «Comment les gouvernements et la sous-traitance des grandes entreprises  
peuvent encourager le développement de l'entreprise via Internet»**

Bruxelles (Belgique), 5 octobre 2004

Note d'information n° 1\*

Introduction

1. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) a pour mission principale de promouvoir la coopération économique dans ses 55 pays membres, à savoir tous les pays d'Europe, l'Amérique du Nord et Israël. Les changements relativement récents survenus dans la structure des économies nationales et dans les sources de croissance économique, sous l'effet des progrès rapides des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de leur diffusion, ont également modifié les bases et la nature de cette coopération. Il est désormais évident que les TIC sont déterminantes non seulement par les modifications structurelles qu'elles entraînent, mais aussi par les nouvelles perspectives de croissance qu'elles ouvrent et par leur contribution à la croissance économique, à la productivité et à l'emploi dans la région de la CEE.

---

\* Le présent document est publié tardivement parce qu'il a nécessité des consultations approfondies.

2. La généralisation de l'utilisation des TIC est devenue un élément essentiel de la croissance économique aussi bien dans les pays développés que dans les nouveaux pays à économie de marché. Après deux décennies marquées par des avancées technologiques considérables, et parfois révolutionnaires dans le domaine de l'informatique et des télécommunications et dans des secteurs connexes, une économie fondée sur la connaissance a vu le jour, en particulier dans les pays les plus avancés. Sa naissance est due pour beaucoup à l'introduction de l'Internet, à l'extraordinaire engouement dont il a fait l'objet par la suite, au vif essor de l'industrie des logiciels et à l'augmentation rapide de la capacité de traitement des ordinateurs individuels. Il ne fait aucun doute que les grands progrès réalisés dans le domaine des TIC ont contribué de manière décisive à la croissance de la productivité et à celle de l'économie en général, surtout dans les pays avancés.

3. Si les progrès des TIC ont donné un coup de fouet à l'économie de plusieurs pays clefs de la région de la CEE, notamment des États-Unis d'Amérique et de certains pays de l'Union européenne, ils ont également modifié la physionomie de l'industrie et du commerce à plusieurs égards. Premièrement, l'emplacement et la distance ne jouent plus le même rôle, l'éloignement ne constituant plus un inconvénient aussi grand qu'auparavant pour de nombreuses activités industrielles et commerciales. Deuxièmement, les communications sont devenues beaucoup plus rapides et nettement moins chères, leur coût étant même souvent presque nul. Associés à la forte baisse des coûts marginaux du transport international, les progrès réalisés dans le secteur des TIC et l'utilisation croissante de ces technologies ont remis en cause les modèles de fonctionnement de nombreuses industries et entreprises. Troisièmement, la nature des marchés de produits et de facteurs de production a changé – évolution qui a avivé la concurrence, fait baisser les prix et conduit à la suppression d'un certain nombre d'obstacles à l'entrée. En outre, dans certains secteurs, la rapide intégration des TIC a entraîné une réduction de la taille optimale des entreprises. Si ces influences, rendant inévitable une restructuration des entreprises tout en ouvrant un éventail de perspectives commerciales intéressantes, se sont fait sentir dans tous les secteurs de l'économie, c'est peut-être dans celui des services qu'elles ont été le plus fortes. La formidable vague de création d'entreprises, dont certaines se sont révélées très prospères, dans de nombreuses branches des services indique clairement qu'il y a des bénéfices à retirer de l'évolution des structures et des marchés, à condition de s'y adapter.

4. Les gouvernements des pays de la CEE ont également revu leurs méthodes de travail au cours des 10 à 15 dernières années, mettant à profit les progrès des TIC. Le traitement de quantités considérables d'informations, qui constitue une des principales tâches des gouvernements, a beaucoup gagné en facilité et en rapidité, ce qui a permis d'améliorer la transparence, de réduire les coûts et de prendre des décisions sur la base de données factuelles. L'introduction et le perfectionnement continus des TIC se sont traduits pour de nombreux gouvernements par des avantages concrets, tant sur le plan des recettes que sur celui des dépenses. Le calcul et le recouvrement de l'impôt ont été accélérés, tandis que la planification, l'exécution et le contrôle des dépenses et des investissements devenaient plus faciles, plus transparents et surtout plus compétitifs. En outre, les pouvoirs publics font ou envisagent de faire un usage croissant des TIC dans la vie politique, notamment pour la prise de décisions et le vote.

5. Les gouvernements des pays de la CEE achètent également d'énormes quantités de biens et de services à des fins diverses: matériel et fournitures militaires, services de santé et d'éducation, services d'investissement, services de construction – pour ne citer que quelques-uns de leurs principaux postes de dépenses. Ils s'appuient de plus en plus sur les TIC pour acheter ces

services et en surveiller la fourniture. Pour réussir à avancer au même rythme que l'État et pour entretenir des relations satisfaisantes avec leur principal client, les fournisseurs de services ont eux aussi massivement investi dans les TIC. Ils ont mis au point toute une série d'applications, aussi bien pour les soumissions que pour la prestation des services. Cette évolution a transformé l'exercice de certaines professions – par exemple dans le domaine de la santé, avec l'apparition de la chirurgie à distance et du diagnostic en ligne.

6. L'utilisation et la complexité croissantes des TIC, en particulier dans les pays avancés à économie de marché, nécessitent un perfectionnement constant du matériel ainsi qu'un apprentissage et une formation continus. L'essor des investissements en capital fixe et de la consommation privée dans les années 90 a contribué à financer cette modernisation continue. Celle-ci peut être très coûteuse, mais doit en principe se traduire par des gains proportionnels en termes de productivité, de coût et de revenu. Si ces pays ont réussi à équilibrer les recettes et les dépenses liées à l'utilisation et à la modernisation permanente des TIC, certains des nouveaux pays à économie de marché (qui sont d'ex-pays en transition) doivent encore trouver les moyens de tirer pleinement parti de ces technologies et de les rentabiliser.

7. Les nouveaux pays à économie de marché se trouvent dans une situation très différente en ce qui concerne l'utilisation des TIC. Tout d'abord, ces technologies sont apparues et se sont répandues dans ces pays alors qu'ils étaient aux prises avec une transition difficile, marquée par la baisse de la production, l'augmentation du chômage, parfois l'effondrement de grandes entreprises industrielles et une rapide détérioration de l'activité économique dans les zones provinciales. On peut donc comprendre que les «nouveaux» États membres de l'UE (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie) soient encore loin derrière les 15 «anciens» États membres. C'est cependant en Asie centrale et dans le Caucase ainsi que dans certains pays du sud-est de l'Europe que l'adoption des TIC est la plus laborieuse. Heureusement, les nouveaux pays à économie de marché ne sont pas seulement des consommateurs et des utilisateurs de ces technologies; ils participent également, bien que dans une mesure très limitée, à leur conception et à leur production. Leur contribution est majoritairement axée sur la production de logiciels, par opposition à la fabrication de matériel.

8. Pour éviter de creuser l'écart dans le domaine des TIC, les nouveaux pays à économie de marché envisagent différentes stratégies et mesures. Le premier volet devrait porter sur l'environnement économique en général, et le deuxième sur le secteur des technologies de l'information et de la communication en particulier. De l'avis général, un climat plus favorable au commerce, à l'industrie et à l'investissement, supposant une plus grande transparence, une application plus rigoureuse de la loi et un allègement de la bureaucratie, serait profitable aux pays retardataires. En outre, la croissance liée aux TIC pourrait être stimulée par la consolidation et la diversification du secteur financier ainsi que par l'amélioration de la gestion des affaires publiques et privées. En ce qui concerne le secteur des TIC proprement dit, les pays pourraient envisager de prendre les mesures suivantes: faciliter l'accès, abaisser les coûts, accroître la teneur en ressources locales, renforcer l'investissement dans la formation, ouvrir et libéraliser les marchés des TIC et, éventuellement, prendre des dispositions pour faciliter la création de marchés. L'expérience récente des nouveaux pays à économie de marché de la région de la CEE montre bien que ceux dont les marchés ont été libéralisés et où le secteur privé est très présent ont progressé dans ce secteur.

9. Le recours croissant des grandes sociétés à la sous-traitance et à l'externalisation est une autre caractéristique de l'évolution du secteur des TIC. La mondialisation de ce secteur jusqu'à présent concentré essentiellement dans les pays avancés à économie de marché risqué, certes, de menacer l'emploi dans ces pays, mais ouvre en même temps des perspectives considérables, aussi bien pour eux que pour les nouveaux pays à économie de marché. Elle offre principalement aux pays avancés la possibilité de fournir des produits et des services à plus forte valeur ajoutée. Ce sont les différences entre les coûts salariaux qui motivent en priorité l'externalisation vers les nouveaux pays à économie de marché. Dans le domaine des TIC, la sous-traitance et l'externalisation concernent essentiellement l'administration, l'appui logistique, les services d'assistance et les procédures et applications commerciales, mais rarement la planification de l'architecture des systèmes et la recherche-développement. Dans l'ensemble, la tendance à la restructuration du secteur des TIC est à l'origine d'avantages concrets pour les deux groupes de pays et contribue à la croissance et au développement de l'entreprise via l'Internet dans la région de la CEE. Les nouveaux pays à économie de marché n'ayant encore que très peu d'expérience du développement de l'entreprise par le biais de l'Internet, ils devraient adopter des politiques appropriées et prendre des mesures concrètes pour renforcer ce secteur clef.

#### Mandat de l'Équipe de spécialistes

10. Les changements structurels dictés par le marché qui sont en cours dans la région de la CEE font partie des forces irrépessibles qui dirigent l'économie mondiale et régionale. Les investissements dans les technologies de l'information sont donc indispensables pour parvenir à accroître la productivité et à réduire les coûts, en particulier dans l'industrie manufacturière et le secteur des services. L'Internet a reçu une part très importante de ces investissements qui ne se sont pas encore traduits par une amélioration décisive de la productivité, une nette réduction des coûts et un élargissement de l'accès aux marchés pour toutes les parties prenantes utilisant ce formidable instrument d'information et de commerce. Dans ces conditions, le développement soutenu de l'entreprise via l'Internet est essentiel pour assurer durablement une forte croissance économique et la création d'emplois dans l'ensemble de la région de la CEE. Les pays membres ont par conséquent demandé à la CEE de promouvoir le rôle des TIC dans la croissance économique de la région ainsi que le développement de l'entreprise via l'Internet en encourageant l'adoption et la mise en œuvre de règles pour le commerce électronique. En collaboration avec les gouvernements des principaux pays membres, la CEE a créé en 2000 l'Équipe de spécialistes du développement de l'entreprise via Internet.

#### Résultats attendus

11. L'Équipe de spécialistes du développement de l'entreprise via Internet poursuit trois grands objectifs:

- Évaluer la capacité des différents pays membres de la CEE et les écarts en matière d'utilisation des technologies de l'information aux fins de la croissance et du développement économiques;
- Promouvoir des règles pour le commerce électronique, en particulier celles qui sont mises au point à l'issue d'un processus transparent, telles que les règles élaborées et adoptées par des organisations comme le CEFAC-ONU, l'ISO et l'OASIS, ainsi que d'autres normes générales;

- Mettre à exécution des projets dans les nouveaux pays à économie de marché et les pays en transition en vue d'aider les gouvernements à prendre des initiatives en faveur de la société de l'information qui stimulent le développement économique.

12. L'Équipe de spécialistes prévoit d'organiser des séminaires de formation, d'effectuer des recherches pour évaluer la capacité des pays de la CEE, en particulier des pays en transition, et les écarts en matière d'utilisation des technologies de l'information, de définir les meilleures pratiques en matière de technologies de l'information à l'intention des gouvernements des pays de la CEE et de promouvoir et réaliser des projets pilotes pour illustrer ces meilleures pratiques.

#### Objet du Séminaire

13. Dans le cadre de son nouveau programme de travail lancé en 2004, et compte tenu des tendances structurelles liées aux TIC dans la région de la CEE, l'Équipe de spécialistes organisera un Séminaire sur le thème «Comment les gouvernements et la sous-traitance des grandes entreprises peuvent encourager le développement de l'entreprise via Internet», qui aura lieu le 5 octobre à l'Hôtel Crowne Plaza à Bruxelles, en Belgique. Les deux principales questions examinées seront: «Le rôle de l'État dans la promotion du développement de l'entreprise via l'Internet» et «Le développement des petites et moyennes entreprises (PME) grâce à la sous-traitance avec de grandes entreprises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication».

14. Il s'agit avant tout de mettre en lumière et d'examiner les principaux aspects du rôle de l'État et des grandes entreprises internationales de TIC dans la promotion du développement de l'entreprise via l'Internet dans la région de la CEE. Cela aidera à étoffer, attirer et exécuter le programme de travail de l'Équipe de spécialistes et, ainsi, à influencer concrètement sur les tendances en matière de TIC dans la région de la CEE. Les gouvernements qui s'emploient à améliorer leur stratégie et leur législation dans ce secteur clef pourront également utiliser les travaux du Séminaire comme base de réflexion et d'évaluation. La réunion sera structurée de façon à permettre des échanges enrichissants entre les représentants des pays de la CEE, de grandes entreprises internationales de TIC et de PME.

15. Le Séminaire devrait favoriser un échange fructueux et objectif de connaissances, de données d'expérience et d'idées entre des représentants de gouvernements et d'entreprises qui jouent un rôle de premier plan dans ce secteur de haute technologie. Les progrès considérables accomplis dans l'échange de connaissances et de données et la forte cohésion de l'Équipe de spécialistes donnent des raisons de croire que le Séminaire permettra d'approfondir les travaux et sera bénéfique à tous les pays et à toutes les entreprises qui y participeront.

16. Au cours du Séminaire, l'attention se portera également sur les mesures pouvant être prises par les gouvernements et les sociétés pour promouvoir le développement de l'entreprise via l'Internet dans les nouveaux pays à économie de marché. Plusieurs questions essentielles seront abordées dans ce domaine complexe, comme la création d'un climat plus favorable à l'investissement, la participation du secteur financier national et de l'industrie, la primauté du droit, l'approvisionnement en logiciels et en matériel informatique, les droits de propriété intellectuelle et la concurrence avec les grands distributeurs de logiciels et de matériel extérieurs à la région de la CEE.

17. Compte tenu des résultats attendus, de la structure de l'Équipe de spécialistes et du public visé, le Séminaire est organisé en étroite collaboration avec l'Organization for the Advancement of Structured Information Standards (OASIS), groupement mondial à but non lucratif pour les technologies de l'information et de la communication qui veille à l'élaboration, à la convergence et à l'adoption de règles pour le commerce électronique. L'OASIS, dont le siège se trouve à Boston (États-Unis), organisera les 4 et 5 octobre la réunion de son comité technique, suivie le 6 octobre d'un forum sur le thème «La mise en œuvre de règles générales en matière de commerce électronique pour les utilisateurs finals et l'administration publique». Les deux réunions auront lieu au même endroit que le Séminaire de la CEE. Celui-ci devrait bénéficier de la présence et des compétences d'un grand nombre de responsables issus des entreprises de haute technologie membres de l'OASIS, qui pourraient soit y assister, soit contribuer à ses travaux.

#### Participation

18. Les participants auxquels est destiné le Séminaire sont les membres de l'Équipe de spécialistes, d'autres hauts responsables intéressés des gouvernements des pays membres de la CEE ainsi que des directeurs d'entreprises de haute technologie de la région. Certaines organisations internationales ainsi que des experts compétents et de grandes entreprises internationales de technologies de l'information et de la communication ayant leur siège hors de la région de la CEE seront également invités.

#### Programme provisoire

19. Sous la supervision du bureau de l'Équipe de spécialistes, le secrétariat de la CEE a établi un programme provisoire pour le Séminaire. Outre les intervenants inscrits, les participants seront invités à formuler des observations sur la politique et la législation de leur pays ainsi que sur les pratiques des principales entreprises internationales de haute technologie dans le domaine des TIC. Les participants sont invités à préparer de brèves notes de synthèse sur la situation dans leur pays, de préférence avec une ou deux diapositives PowerPoint.

20. Les responsables, experts et directeurs intéressés sont invités à soumettre leurs propositions au secrétariat de la CEE s'ils souhaitent faire des exposés sur des questions indiquées dans le programme et intervenir lors des tables rondes de fin de matinée et de fin d'après-midi. La date limite pour la soumission des propositions est fixée au 20 août; un résumé de l'exposé doit être communiqué au secrétariat de la CEE avant le 15 septembre 2004.

#### Mardi 5 octobre

09 h 00-10 h 00	Inscription des participants
10 h 00-10 h 15	Allocution de bienvenue et brève introduction de M. George Kowalski, Directeur de la Division de la restructuration industrielle, de l'énergie et du développement de l'entreprise de la CEE

10 h 15-10 h 30	Évolution des technologies de l'information et de la communication dans la région de la CEE et rôle de l'Équipe de spécialistes dans ce domaine, intervention de M. Patrick Gannon, Président-Directeur général de l'OASIS, Boston (États-Unis) et Président de l'Équipe de spécialistes de la CEE
Première réunion-débat	<p>Le rôle de l'État dans la promotion du développement de l'entreprise via l'Internet</p> <p>Président: M. John Borras, Directeur, Politique technologique, Service de l'administration en ligne, <i>Cabinet Office</i>, Londres (Royaume-Uni) (à confirmer);</p> <p>Vice-Présidents: M. Istvan Erényi, Chef du Département de l'intégration européenne, Ministère de l'information et des télécommunications, Budapest (Hongrie) et M. Georgi Stoev, Directeur exécutif, Chambre de commerce et d'industrie, Sofia (Bulgarie) (à confirmer)</p>
10 h 30-10 h 50	Mise en place d'un cadre général et d'une législation favorables au développement de l'entreprise via l'Internet: progrès accomplis et obstacles rencontrés dans les pays avancés à économie de marché
10 h 50-11 h 10	Évaluation par les entreprises des politiques et de la réglementation en matière de développement de l'entreprise via l'Internet dans les pays avancés à économie de marché: situation actuelle et perspectives
11 h 10-11 h 25	Pause café
11 h 25-11 h 45	Politique et stratégies gouvernementales visant à combler l'écart en matière de technologies de l'information et de la communication: avantages et risques pour les nouveaux pays à économie de marché et les pays en transition
11 h 45-12 h 05	Comment les gouvernements des nouveaux pays à économie de marché et des pays en transition peuvent promouvoir le développement de l'entreprise via l'Internet: le point de vue des entreprises
12 h 05-12 h 25	Exemple de mise en place d'une stratégie et de mesures cohérentes pour favoriser un développement dynamique de l'entreprise via l'Internet dans les nouveaux pays à économie de marché et les pays en transition: attentes et résultats
12 h 30-13 h 00	Table ronde: Étude et mise en œuvre des meilleures politiques de promotion du développement de l'entreprise via l'Internet, Président: M. John Borras
13 h 00-15 h 00	Pause déjeuner
Deuxième réunion-débat	Le projet référentiel pour le commerce électronique de l'Équipe de spécialistes
15 h 00-15 h 30	Le projet référentiel pour le commerce électronique de l'Équipe de spécialistes: grandes lignes et état d'avancement, par M. David Petraitis, représentant européen, OASIS

Troisième réunion-débat	<p>Le développement des PME grâce à la sous-traitance avec de grandes entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication</p> <p>Président: M. Andrey Korotkov, Premier Vice-Président, Chef de l'information, Vneshtorgbank, Moscou (Fédération de Russie) (à confirmer);</p> <p>Vice-Présidents: deux représentants de grandes sociétés internationales de TIC</p>
15 h 30-15 h 50	La sous-traitance dans le secteur des technologies de l'information et de la communication: justification, pratiques et perspectives dans la région de la CEE
15 h 50-16 h 10	<p>L'externalisation à l'étranger: la tendance à la mondialisation du secteur des technologies de l'information et son intérêt pour la région de la CEE.</p> <p>M. Georg Erber, Département de la société de l'information et de la concurrence, Institut allemand de recherche économique, Berlin (Allemagne)</p>
16 h 10-16 h 30	Principes et enjeux de la sous-traitance: l'expérience d'une grande société internationale de haute technologie
16 h 30-16 h 50	Modèles et exigences de la sous-traitance dans le secteur des technologies de l'information et de la communication: l'expérience des PME
16 h 50-17 h 00	Pause café
17 h 00-17 h 15	Les aspects juridiques de l'externalisation dans le secteur des technologies de l'information: rôle du règlement des différends en ligne, par M. Graham Ross MD, TheClaimRoom.com Ltd, Warrington (Royaume-Uni)
17 h 15-17 h 30	Analyse comparative des meilleures pratiques en matière d'externalisation des technologies de l'information et de la communication, ainsi que des secteurs concernés: logiciels contre matériel
17 h 30-17 h 45	Table ronde: Président: M. Andrey Korotkov (à confirmer)
17 h 45-18 h 00	Conclusions et clôture des débats, par M. George Kowalski et M. Patrick Gannon

Note: Le programme et les titres des exposés ainsi que les noms des intervenants peuvent être modifiés et seront précisés en temps voulu.

#### Questions d'organisation

La langue officielle de la réunion sera l'anglais. Il n'y aura pas de services d'interprétation. Pour pouvoir profiter pleinement du Séminaire, les participants ont donc intérêt à avoir une bonne connaissance de la langue anglaise ou à être accompagnés d'un interprète.



Le Séminaire se déroulera dans la salle Mondrian du Crowne Plaza Brussels City Centre Hotel, sis rue Gineste 3, 1210 Bruxelles (téléphone: +32 2 203 62 00, fax: +32 2 203 55 55). Un tarif spécial pour un séjour en chambre simple, petit-déjeuner inclus, à savoir 100 euros le samedi et le dimanche et 145 euros du lundi au vendredi, TVA et taxes non comprises, est proposé à tous les participants. Pour en bénéficier, ceux-ci doivent faire eux-mêmes leur réservation avant le 21 août 2004, en précisant qu'ils participent aux réunions organisées par l'OASIS. Au-delà de cette date, un tarif plus élevé risque d'être appliqué.

Les frais de voyage et de logement sont à la charge des participants. Pour certains participants de pays en transition, l'Équipe de spécialistes pourrait éventuellement en financer une petite partie. Les demandes de renseignements et autres requêtes doivent être adressées le plus tôt possible à M<sup>me</sup> Marina Dolgova et M. Rolf Traeger, secrétariat de la CEE, Genève (Suisse) (les coordonnées complètes sont indiquées ci-après).

Pour tout renseignement concernant les visas pour la Belgique, veuillez contacter M<sup>me</sup> Marina Dolgova ou M. Rolf Traeger, secrétariat de la CEE (coordonnées complètes ci-après).

Les intéressés sont invités à remplir et à retourner le formulaire d'inscription ci-joint, par courrier électronique de préférence.

M. Rolf Traeger  
Secrétaire de l'Équipe de spécialistes  
Division de la restructuration industrielle, de  
l'énergie et du développement de l'entreprise  
Commission économique pour l'Europe  
CH-1211 Genève 10  
(Suisse)  
Tél.: 41 22 917 5771  
Télécopie: 41 22 917 0178  
Courriel: [rolf.traeger@unece.org](mailto:rolf.traeger@unece.org)

M<sup>me</sup> Marina Dolgova  
Secrétaire  
Division de la restructuration industrielle, de  
l'énergie et du développement de l'entreprise  
Commission économique pour l'Europe  
CH-1211 Genève 10  
(Suisse)  
Tél.: 41 22 917 1964  
Télécopie: 41 22 917 0178  
Courriel: [marina.dolgova@unece.org](mailto:marina.dolgova@unece.org)



## ANNEXE

## FORMULAIRE D'INSCRIPTION

Ce formulaire, une fois rempli, doit être retourné dans les plus brefs délais et au plus tard le 15 septembre 2004, à:

M. Rolf Traeger  
Secrétaire de l'Équipe de spécialistes  
Division de la restructuration industrielle, de  
l'énergie et du développement de l'entreprise  
Commission économique pour l'Europe  
CH-1211 Genève 10  
(Suisse)  
Tél.: 41 22 917 5771  
Télécopie: 41 22 917 0178  
Courriel: [rolf.traeger@unece.org](mailto:rolf.traeger@unece.org)

M<sup>me</sup> Marina Dolgova  
Secrétaire  
Division de la restructuration industrielle, de  
l'énergie et du développement de l'entreprise  
Commission économique pour l'Europe  
CH-1211 Genève 10  
(Suisse)  
Tél.: 41 22 917 1964  
Télécopie: 41 22 917 0178  
Courriel: [marina.dolgova@unece.org](mailto:marina.dolgova@unece.org)

(Dactylographier ou écrire en lettres majuscules, en anglais)

Nom (M., M<sup>lle</sup> ou M<sup>me</sup>):.....

Prénom:.....

Nationalité:.....

Profession:.....

Gouvernement, organisation internationale ou société représenté: .....

Adresse professionnelle:.....

Téléphone (préciser les indicatifs du pays et de la ville):.....

Télécopie (préciser les indicatifs du pays et de la ville):.....

Courriel:.....

-----